
Objet : L'AFP, outil de politique internationale [Réinformation] - Ména -

De : Metula News Agency (redaction@menapress.org)

À : esilber@sympatico.ca;

Date : mercredi 9 mars 2016 9h32

Metula News Agency ©

L'AFP, outil de politique internationale (info # 010903/16) [Réinformation]

Par Stéphane Juffa © **Metula News Agency**

En novembre 1942, la quasi-totalité des journaux britanniques ont repris la dépêche suivante de la *BBC* : "A Nancy, ville française occupée et annexée par l'Allemagne, un Français a ouvert le feu sur des policiers allemands et gravement blessé deux d'entre eux avant d'être abattu".

Pour ceux qui ont rédigé ce communiqué et ceux qui l'ont diffusé, il est plus qu'évident que le Français en question était un partisan, voire un héros qui a sacrifié sa vie afin de participer au combat contre l'occupant nazi qui s'était emparé de son pays.

La compassion des lecteurs était naturellement dirigée vers le résistant, et personne, au Royaume-Uni, n'aurait éprouvé la moindre sympathie à l'égard des deux Allemands tués. Dès lors qu'il s'agit d'une occupation, le droit parle en faveur de ceux qui la subissent, alors que ceux qui l'imposent ont connu le destin inhérent à la politique menée par leur gouvernement.

Nous ne sommes guère ici en présence d'une simple inclinaison à "comprendre" ou à "pardoner" l'acte du maquisard, mais les lecteurs étaient carrément et sans retenue invités à prendre fait et cause en sa faveur. Plus encore, la narration de son exploit était de nature à vivifier le désir des Britanniques de combattre les nazis et à susciter des vocations auprès des adeptes de la libération de la France, et de la liberté tout court, à prendre les armes afin d'imiter l'acte de bravoure du résistant de Nancy.

La dépêche citée ci-dessus n'a jamais existé telle quelle ; elle résume cependant des dizaines d'autres qui ont été écrites en Grande-Bretagne à l'époque de la Deuxième Guerre Mondiale et sur ce modèle. Je n'ai

fait que transposer fidèlement les termes du [câblogramme](#) de l'AFP d'hier, faisant état de l'agression commise à Jérusalem par "un Palestinien" sur deux policiers israéliens. Les deux ont été blessés à la tête et luttent actuellement pour leur survie avec l'aide des chirurgiens.

Plusieurs autres attaques de Palestiniens ont eu lieu hier. Lors de l'une d'entre elles, un touriste américain a trouvé la mort à Tel-Aviv et onze autres civils ont été blessés, dont quatre grièvement. En tout, lors de deux agressions à Jérusalem, une à Petakh-Tikva et celle du port de Tel-Aviv, c'est une quinzaine d'innocents qui ont été atteints par les terroristes.

Ce mercredi matin les agressions palestiniennes ont repris de plus belle : la première à Jérusalem, où deux terroristes ont d'abord tiré sur un autobus en manquant leur cible, avant de s'attaquer, dans un autre quartier, à un véhicule privé. Les tueurs ont été abattus par les forces de l'ordre, tandis qu'un homme d'une cinquantaine d'années, probablement un Palestinien de Jérusalem selon le Magen David Adom, a été sérieusement touché par les tireurs, rue des Parachutistes (*rehov ha-tsankhanim*).

Plus tard, vers 9h30, un terroriste palestinien supplémentaire a tenté de poignarder des membres des forces de sécurité au sud de Qalqilya, en Cisjordanie ; il a été neutralisé par les soldats avant d'avoir pu commettre le crime qu'il projetait.

L'AFP émet un commentaire pour chacun de ces attentats, qui sont repris par 90% des media français de la presse écrite. Toutes ces dépêches mentionnent à de multiples reprises qu'ils ont été perpétrés dans des territoires "palestiniens occupés" ou "occupés et annexés", lorsqu'ils se produisent à Jérusalem. Ces mentions justifient légalement ces assassinats, créent une inversion auteur-victime dans le narratif, dirigent la sympathie de l'opinion publique française vers les agresseurs et encouragent la détestation de leurs victimes. De plus, comme dans le communiqué fictif de la BBC, cette distorsion intentionnelle de la réalité suscite, en plus de l'antisémitisme, des vocations de terroristes, principalement auprès de la population issue de l'immigration.

Vous l'aurez compris, dans le modèle de dépêches choisi par la presse tricolore, les mots clés sont "territoires + palestiniens + occupé". Dès lors, lorsqu'un attentat n'est pas commis dans une zone sujette au différend territorial israélo-arabe, les auteurs de ces articles recherchent à la bougie un lien avec l'"occupation". Cela produit des formules étonnantes lorsque l'agression a lieu à Tel-Aviv, dans la partie occidentale de Jérusalem ou à Petah-Tikva.

A Jaffa, dans le port de Tel-Aviv, pour légitimer l'agression qui a coûté la vie au touriste américain, la presse francilienne a mentionné que le terroriste d'une vingtaine d'années était "originaire" de Qalqilya, dans le nord de la "Cisjordanie occupée" [voir le lien précédent].

L'[artifice sémantique](#) utilisé par l'AFP afin de rattacher l'attentat à l'arme à feu de ce matin à

"l'occupation" est quant à lui abruptement pathétique : il s'est déroulé "tout près de la Vieille ville à Jérusalem-Est, partie palestinienne de Jérusalem annexée et occupée par Israël". Cela signifie-t-il que trois cents mètres plus loin il était justifié ou qu'il est justifié par une sorte de capillarité géographique ? Peut-être par les égouts ?

Dans les centaines d'articles des media français établis strictement sur le même modèle, l'agresseur n'est jamais défini comme un terroriste – un individu armé s'attaquant systématiquement à des civils -, mais tel un "Palestinien", ce qui constitue une faute de qualifiant dans notre profession [il n'était pas QUE palestinien, ce n'est pas parce qu'il était palestinien qu'une personne a été tuée et onze autres blessées, il manque chaque fois le descriptif principal qualifiant son acte], ou, à la rigueur, comme un "assaillant". Ces circonvolutions linguistiques poursuivent un objectif évident : comment pourrait-on justifier l'acte d'un "terroriste" et plaider la sympathie pour sa cause ? C'est si vrai que l'AFP a codifié la chose et a interdit à ses employés par une circulaire interne (que nous avons plusieurs fois publiée dans ces colonnes) l'usage du terme "terroriste", quelle que soit la nature de son crime, pour décrire un terroriste arabe et/ou palestinien.

On l'observe par ces exemples, les collègues tricolores ont troqué leur gilet de journalistes pour celui de propagandistes anti-israéliens. Mais hier, dans cette dialectique, suivant l'AFP, leur pourvoyeur de haine, ils ont franchi une étape supplémentaire dans leur antisionisme, je veux dire, dans la légitimation de l'assassinat de civils juifs par des terroristes palestiniens.

C'est ainsi que cela se présente : "La plupart des Palestiniens tués sont des auteurs ou auteurs présumés d'attaques. Le mouvement résulte des vexations de l'occupation, de l'absence de toute perspective proche d'indépendance et des frustrations économiques, selon les experts."

C'est dans *Libération*, dans *La Dépêche*, *Ouest-France*, *Le Nouvel Observateur*, *La Croix*, *L'Express*, *Euronews*, *TV5 Monde*, *La RTBF*, *La Provence*, *La Nouvelle République*, *La Libre Belgique*, *La Voix du Nord*, et cette liste est loin d'être exhaustive.

Ainsi, l'écrasante majorité des media francophones, principalement ceux de la presse écrite, franchit le pas en exposant, péremptoires, sans la moindre réserve, les causes de ce qu'ils appellent un "mouvement", matérialisé par des dizaines de tentatives d'assassiner des Israéliens, si possible des Juifs.



Vexés, en manque de perspectives et économiquement frustrés ?

En fait, à en croire l'*AFP* et ses perruches borgnes, les tueurs Palestiniens de Juifs seraient des individus uniquement motivés par des arguments en tous points rationnels, au point qu'ils semblent tout droit sortis de la Sorbonne. Nous en sommes à nous demander, dans ces conditions, pourquoi la quasi-totalité des tueurs hurlent Allah hou Akbar pendant qu'ils accomplissent leur crime. Pourquoi, lorsqu'ils s'en sortent vivants, ils expliquent que leur objectif consistait seulement à tuer des Juifs pour devenir des martyrs et rejoindre les vierges qui les attendent dans l'au-delà.

Les théoriciens français du nouvel antisémitisme, qu'ils nomment antisionisme, omettent simplement les composants religieux et extatiques de leur motivation. Mais ils viennent de trouver le moyen infallible de sonder les cerveaux de ces candidats au shahadat (*al sahada*) ; et nous, qui ne disposons malheureusement pas de leur nouvelle technologie, nous ne sommes pas en mesure de discuter leurs conclusions. Nous sommes ainsi contraints à nous limiter à l'observation de ce qu'ils justifient désormais par un argumentaire les crimes commis par les terroristes palestiniens sur leurs voisins israéliens.

Il serait bien sûr intéressant de pouvoir emprunter leur nouveau matériel afin de sonder les motifs des assassins du Bataclan et ceux des miliciens de l'Etat Islamique. Nous ne doutons pas qu'ils ont été poussés à agir à cause de la baisse de leur pouvoir d'achat ou par crainte du réchauffement climatique.

Le plus cocasse est que l'agence de presse semi-officielle de l'Etat français prétend articuler cette constatation pour le moins surprenante, non pas même sur les recherches de quelques experts de l'école Dieudonné-Soral, mais "selon les experts", c'est-à-dire "tous les experts", tous les spécialistes – nous y compris – qui passent leur temps à analyser les fondements du différend palestino-israélien. On est véritablement en présence d'une percée historique !

Pauvre de moi qui consulte quotidiennement presque tout ce qui se dit et s'écrit sur le sujet, et qui n'ai jamais butté sur cette explication. Ce n'est pas uniquement n'importe quoi, c'est surtout une tentative de stigmatiser un peu plus encore les membres de la nation israélienne, en justifiant auprès du public français le fait qu'on les assassine. En consultant la liste des media qui viennent de répandre ce réquisitoire, ceux qui craignaient l'expansion de l'antisémitisme en France ont encore plus de soucis à se faire.

Nous serons certainement amenés à en reparler. Mais nous manquerions à notre devoir d'informateurs si nous n'alertions pas nos lecteurs sur une autre initiative à laquelle sont mêlés un très grand nombre de media de l'Hexagone ; lors du récent dîner du CRIF, le Premier ministre Manuel Valls a tenu les propos suivants : "Et puis il y a la haine d'Israël, il y a l'antisémitisme, et il y a l'antisionisme, c'est-à-dire tout simplement le synonyme de l'antisémitisme et de la haine d'Israël".

Ce n'est pourtant pas la première fois que M. Valls effectue ce rapprochement, mais là, il a généré une véritable levée de boucliers dans la presse. La plupart des titres lui reprochent d'avoir trahi la pensée de François Hollande, retenu à Bruxelles par les discussions avec les Turcs ; d'autres ajoutent qu'il s'est éloigné de son texte (qui était aussi celui de François Hollande) et qu'il s'est laissé emporter par ses sentiments. Pour [Le Monde](#), "Manuel Valls confond antisionisme et antisémitisme".

Libération approfondit la critique en lui consacrant un [éditorial](#) signé par Laurent Joffrin, son directeur de la publication, sous le titre : "Antisionisme et antisémitisme : l'erreur de Valls". Cela débute également par une sous-estimation des facultés intellectuelles du Premier ministre, soupçonné de ne pas maîtriser ses propos : "On prend des risques, en politique, à s'écarter du texte préparé. A moins qu'on ne l'ait fait en conscience...".

L'essentiel du texte de Joffrin participe d'une mise au point historique expliquant qu'avant la création de l'Etat d'Israël, l'antisionisme ne fut pas l'apanage des antisémites, mais que nombre d'organisations juives, des religieux au Bund socialiste et aux Trotskystes, s'opposèrent au projet de Theodor Herzl, ce qui est parfaitement exact.

Mais en développant cette thèse, l'éditorialiste sombre dans une confusion qu'il n'est d'ailleurs pas seul à entretenir. En fait, le sionisme historique dont il parle, et qui consistait à œuvrer à la création d'un Etat juif sur ses terres ancestrales, est mort le jour de la création d'Israël ; il est mort parce qu'il a atteint son but, et, depuis, le terme sioniste est employé à toutes les sauces, particulièrement par ses détracteurs.

De fait, l'Etat d'Israël a remplacé le sionisme historique, et il suffit que cet Etat se soit fixé de toujours rester une terre d'accueil pour tous les Juifs du monde, de leur remettre un passeport à leur arrivée et de les faire bénéficiaires de tous les droits des autres citoyens, pour qu'Israël soit le digne successeur du mouvement qui l'a vu naître.

Aujourd'hui, être sioniste consiste le plus souvent à l'expression la plus élémentaire et forcément tronquée de cette idéologie, qu'exprime l'attachement à Israël. Mais puisque nous existons et que nous sommes un fait, puisque le projet d'Herzl a abouti, il serait plus judicieux et surtout plus précis de parler de pro- et d'anti-Israéliens. Cela n'a plus rien à faire avec les disputes autour du sionisme telles qu'elles enflammaient les esprits au début du XX^{ème} siècle ; Joffrin, sur ce point, se trompe à la fois d'époque et de débat. La seule circonstance atténuante que je lui trouve, est qu'il est plus aisé de parler d'antisémitisme que d'anti-israélisme, mais bon...

On se contera alors de discuter l'élément actuel de son propos : "le sionisme originel a en partie dérivé", il a trahi les intentions de ses pères fondateurs, laïcs et socialistes, pour se trouver dirigé par une droite brutale qui concevrait le "projet fou" de constituer le Grand Israël. Le sionisme actuel contesterait aux Palestiniens le droit de posséder un Etat, alors que le partage des terres faisait partie du plan de l'ONU de 1947. Le sionisme actuel aurait corrompu ce principe et cessé de respecter les valeurs universelles.

Laurent Joffrin conclut par cette phrase : "Ce sionisme-là, on l'admettra, mérite la critique, qui n'a rien d'antisémite".

Pour lui répondre, il faut nécessairement utiliser le terme correct d'anti-israélisme, car c'est à cela qu'il pense, quand bien même il emploie celui d'antisémitisme. Ce qui dérange le plus celui qui a passé sa carrière de journaliste à faire la navette en l'*Obs* et *Libé* (ce n'est pas une critique), c'est simplement la démocratie et le principe d'alternance.

Si ces deux concepts ne sont pas applicables à une idéologie, ils le sont en revanche à un pays. Un pays dirigé par une coalition éphémère, qui a d'autres préoccupations que celle de sauvegarder une idéologie vieille de près d'un siècle.

Quant au plan de partage qui est si cher à Joffrin, je tiens tout de même à lui rappeler que les Arabes l'ont rejeté et qu'ils n'ont cessé d'œuvrer afin d'établir leur Etat du Jourdain à la Méditerranée, alors que les Israéliens l'avaient accepté et encore dans la joie. D'ajouter que le Hamas ainsi qu'une large portion des Palestiniens et des Arabes restent toujours collés à ce projet génocidaire.

De lui rappeler, aussi, je suis étonné par son manque de mémoire, que de 1948 à 1967, la Cisjordanie, Gaza et même la vieille ville de Jérusalem et sa partie orientale étaient sous juridiction arabe absolue, et que, pendant ces dix-neuf ans, il n'a jamais été question pour les Arabes d'y édifier un Etat palestinien.

Ces événements n'ont strictement rien à voir avec une hypothétique perte des valeurs universelles. A ce propos, un sondage important conduit par un institut américain sur un échantillonnage de 5 000

Israéliens, présenté hier au Président Rivlin, démontre qu'une grosse majorité d'Israéliens s'opposent aux implantations. Cela laisse à penser que le Grand Israël n'est pas pour demain.

Je tiens toutefois à préciser, tout en déplorant la politique menée par le gouvernement Netanyahu, son arrogance, son manque de finesse et ses actes et déclarations inutiles, en ma seule qualité d'analyste stratégique apolitique, que ce qui serait fou, aujourd'hui, et même suicidaire, serait, dans la situation régionale et internationale qui prévalent, de permettre l'établissement d'un Etat palestinien à 14 kilomètres de la mer, rendant la région la plus peuplée d'Israël militairement indéfendable et donc inviable.

Il n'est certes pas nécessaire d'agrandir les implantations de Judée et Samarie pour préserver cet acquis stratégique, ni de saisir des territoires nécessaires au développement des Palestiniens, mais par les temps qui courent, au vu des relations qui prédominent avec l'Autorité Palestinienne, je pense que l'établissement de son Etat peut attendre encore un peu. Ce, d'autant plus que je ne compte pas sur M. Joffrin pour venir faire le coup de feu à Netanya au cas où les sacrifices qu'il nous suggère s'avèreraient cataclysmiques.

Et je ne peux pas être plus opposé que je ne le suis à sa conclusion : non, Monsieur Joffrin, cet Israël-là, on ne l'admettra pas, mérite la critique, qui n'a rien d'antisémite. D'abord, parce qu'on ne critique pas un pays, et que dans votre formulation, c'est précisément ce que vous exigez. On peut discuter la politique d'un gouvernement démocratique, et pas même tous ses actes, cela cesserait d'être crédible. Le droit de réduire Israël, l'une des sociétés politiquement les plus bigarrées et intellectuellement et scientifiquement les plus prolifiques du globe, à la seule gouvernance d'une coalition passagère, au prétexte que le sionisme aurait dévié, me semble au contraire, un postulat terriblement antisémite.

Particulièrement, M. Joffrin, lorsque l'on est conscient de la nature militante dudit "antisionisme", dont on peut constater certaines formes d'exactions dans cet article.

Car ce n'est pas la critique que je crains tant que la critique systématique ; j'accepterais même que l'on parle de la Cisjordanie comme d'un territoire occupé, voyez comme je suis large d'esprit, mais à la condition sine qua non que vous mentionniez automatiquement, dans vos articles, selon le même modèle et sans dérogation possible, la Crimée occupée, Chypre occupée, le Tibet occupé, etc. Aussi longtemps que ce ne sera pas le cas, je persisterai, M. le directeur de la publication de *Libération*, à considérer, qu'avec les autres barons de la presse française, vous cultivez une exception juive, et qu'elle est forcément d'essence antisémite et raciste. M. Valls a donc parfaitement raison et il fait preuve de courage face à la meute dont vous faites partie.

Quant à l'*AFP* et à l'unanimité automatique de la presse française, nous n'oublions pas, à Métula, que l'on n'a pas affaire à des personnes physique ni des à des robots. Aussi, puisque le gouvernement français se prépare à reconnaître l'Etat de Palestine et à nous acculer, au Conseil de Sécurité, à accepter

de nous retirer sur des frontières indéfendables, j'ai le regret d'en déduire que les directives éditoriales que reçoit l'Agence France Presse ne peuvent provenir que du Quai d'Orsay.

On se trouve ainsi dans une situation de conflit vicieux entre le ministère des Affaires Etrangères et les préférences du Premier ministre. Ces provocations pourraient se terminer par une décision de François Hollande ou par une démission volontaire de Manuel Valls. L'attaque médiatique visiblement coordonnée contre les propos de M. Valls au dîner du CRIF ne laisse rien présager de très paisible.

Pour annuler votre abonnement cliquez ici : [Take Me Out!](#)

Pièces jointes

- fantomes.jpg (19,41 Ko)